

# PROVENCE / ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES OFFICIELLES		
HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL		
Marseille		Martigues
<p>Marché publics : cdelepine@lamarseillaise.fr</p>	<p>Vie des sociétés : ipp@lamarseillaise.fr</p>	<p>martiguespub@lamarseillaise.fr</p>



## AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

OPH 13 HABITAT  
Mme CHIARISOLI Martine - Directrice Générale par intérim  
80, rue Albe  
13004 MARSEILLE  
Tél : 04 91 12 71 00  
mèl : sjacob@13habitat.fr  
web : https://www.13habitat.fr

L'avis implique un marché public.  
**Objet :** MARSEILLE - 13009 - MAZARGUES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA FORET URBAINE  
Référence **acheteur** : SB-21S0084  
**Type de marché :** Travaux  
**Procédure :** Procédure adaptée  
Code NUTS : FRL04  
Lieu d'exécution : MAZARGUES  
13009 MARSEILLE  
**Durée :** 4 mois.  
**Description :** Terrassements VRD et fonds de forme, création de chemins, Electricité : éclairage du chemin piétonnier  
Lot 1 : Espaces verts : plantations d'arbres et arrosage  
Lot 2 : Espace parcours canin  
**Classification CPV :**  
Principale : **4511270** -Travaux d'aménagement paysager  
**La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : NON**  
**Forme du marché :** Prestation divisée en lots : oui  
Possibilité de présenter une offre pour tous les lots.  
**Les variantes sont refusées Quantité/étendue :** MARCHE A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE  
**Lot N° 1** - n°1 : Aménagements dpaysagers et terrassements - CPV 45112700Lot 1 : Aménagements paysagers et terrassements  
**Lot N° 2** - n°2 : Espace Canin - CPV 45112720  
Lot n°2 : Espace canin  
Conditions relatives au contrat  
**Forme juridique :** Aucune forme juridique imposée  
**Conditions de participation**  
**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :** Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :  
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :  
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.  
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.  
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.  
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.  
- Formulaire DC1, Lettre de candidature \_ Habilitation du mandataire par ses co-traitants.(disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)  
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.(disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)


Autres renseignements demandés :  
- Chiffre d'Affaires requis pour le lot 1 : 500 000 [esperluette]euro; HT  
- Effectif minimum requis pour le lot 1 : 5 personnes

Marché réservé : NON  
**Critères d'attribution :**  
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).  
**Remise des offres :** 03/08/21 à 16h30 au plus tard.  
**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature :** français.  
Unité monétaire utilisée, l'euro.  
**Validité des offres :** 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.  
**Instance chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE, 22,24 rue Breteuil, 13006 Marseille, Tél : 04 91 13 48 13 - Fax : 04 91 81 13 87, mèl : greffe.ta-marseille@juradm.fr  
**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :** OPH 13 HABITAT, Direction des Achats et de la Commande Publique, 80 rue Albe, 13004 Marseille  
**Envoi à la publication le :** 05/07/21

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://habitat13.marches-publics.info/>

202100962





## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement

**relatif à demande d'autorisation formulée par la société LINDE FRANCE en vue de la modification des conditions d'exploitation et des capacités de stockage de matières dangereuses sur son site existant de Berre l'Étang.**

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 10 juin 2021, il sera procédé, **du jeudi 1er juillet 2021 au vendredi 30 juillet 2021 inclus** sur le territoire des communes de **Berre l'Étang et Rognac**, à une **enquête publique** au sujet de la demande formulée par la société **LINDE FRANCE** dont le siège social est situé 523 cours du 3ème millénaire à Saint-Priest-69792, en vue de la modification des conditions d'exploitation et des capacités de stockage de matières dangereuses sur son site existant de Berre l'Étang.

Le projet consiste à étendre la capacité de stockage des rubriques exploitées, principalement pour l'acétylène, sans modification significative des conditions de stockage puisque le projet se fait sur la même superficie actuelle du site.

Ce projet aura pour conséquence le passage du statut SEVESO seuil bas à SEVESO seuil haut au titre de l'application de la règle des cumuls décrite au R511-11 du code de l'environnement.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur **Monsieur Daniel BERAUD, Directeur territorial à la retraite.**

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, mesures barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale de chaque commune.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation des dossiers en mairie et lors des permanences du commissaire enquêteur.

Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité Environnementale en date du 6 mai 2021 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Berre-l-Etang>

Dans le cadre de la protection contre la commission d'actes de malveillances dans les établissements classés SEVESO, des données sensibles pour la sécurité, ne peuvent être ni consultées, ni communiquées, ni diffusées.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 20, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement (DCLE), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BITRPM), téléphone 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.64, et, le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en **mairies de Berre l'Étang et Rognac, pendant 30 jours, du jeudi 1er juillet 2021 au vendredi 30 juillet 2021 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner directement ses observations, propositions et contre propositions sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de :

- **Berre l'étang**, Centre administratif (Entrée Cadaroscum), Pôle Urbanisme et Développement, Place du Souvenir Français, 13130, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14 h à 17 h, **uniquement sur rendez-vous au 04.42.74.93.43**
- **Rognac**, Centre Technique Municipal, 25 Av Jean Mermoz, 13340, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h, **uniquement sur rendez-vous au 04.42.87.84.39 ou 04.42.87.76.00.**

Ce dossier sera également consultable pendant toute la durée de l'enquête sur internet, et ces mêmes remarques peuvent-être transmises par courriel à l'adresse [pref-ep-linde-berre@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:pref-ep-linde-berre@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de Berre l'Étang, siège de l'enquête Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête ainsi que sur le site internet de la Préfecture où elles seront publiées dans les meilleurs délais (article R123-13 du code de l'environnement).

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et énoncés ci-après.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

- \* **en mairie de Berre-l'Etang, à l'adresse précitée, uniquement sur rendez-vous au 04.42.74.93.43**
  - le vendredi 2 juillet 2021 de 9h00 à 12h30
  - le lundi 12 juillet 2021 de 14h00 à 17h00
  - le vendredi 30 juillet 2021 de 14h00 à 17h00 (fin de l'enquête)
- \* **en mairie de Rognac, Salle d'Honneur de l'Hôtel de Ville, 1 place de l'Hôtel, 13340, uniquement sur rendez-vous au 04.42.87.84.39 ou 04.42.87.76.00**
  - le lundi 5 juillet 2021 de 14h00 à 17h00
  - le vendredi 9 juillet 2021 de 9h00 à 12h00
  - le lundi 26 juillet 2021 de 9h00 à 12h00

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2ème alinéa et des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que des observations éventuelles en réponse du demandeur, en mairie concernée, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>, pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

La personne responsable du projet est Monsieur Emmanuel PALERMO - Directeur- 523 cours du ème millénaire à Saint-Priest-69792 - téléphone : 06 84 86 37 91 - courriel : [emmanuel.palermo@linde.com](mailto:emmanuel.palermo@linde.com)

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou de refus est le Préfet des Bouchesdu-Rhône, après avis éventuel du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

Marseille, le 10 Juin 2021  
**Pour le Préfet**  
**Le chef de bureau**  
**Gilles BERTOTHY**  
N°20100775

## Vie des sociétés

### AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée : AZUR 13 M.P.N  
**Capital social :** 1 000 euros.  
**Siège social :** 19 RUE DU MUSEE 13001 MARSEILLE  
**Objet :** Peinture - Nettoyage et petite maçonnerie  
**Président :** M. BELGHERBI Ahmed demeurant 59 Avenue de saint Paul Les Oliviers Bât C 13013 MARSEILLE  
**Clause d'agrément :** Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.  
**Clause d'admission :** Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.  
**Durée de la société :** 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE.

202100956

### BIOESTELLA, SCOP à responsabilité limitée, à capital variable

- **Siège social : Zone Artisanale de Pont de Joux 13390 AURIOL - RCS Marseille N°380.502.294**

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 29 juin 2021, il a été décidé : - **de valider la démission de Mme Yoanna Nicola de sa fonction de co-gérante**, constatée lors de l'assemblée générale du 8/10/2019, et de valider le fait que Mme Christelle Ducroquet demeure donc seule gérante de la SCOP, - **de modifier l'article 2 des statuts afin de changer la dénomination sociale et le sigle de la société** qui deviennent « Bioestella », - **de modifier le nom commercial et l'enseigne** de l'entreprise qui deviennent « SCOP Bioestella » au lieu de « Société civile de consommation de produits biologiques ou sains Bioestella », - **de modifier les renseignements relatifs à l'activité exercée figurant sur le Kbis**, en supprimant « ayant souscrit au moins une part sociale pour devenir sociétaire »  
Mention et dépôts seront faits au Tribunal de commerce de MARSEILLE.

202100955